



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT.

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)
Terrasses de la Chaudière
4th Floor, 10 Wellington Street
4th etage, 10, rue Wellington
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet Système de Gestion de l'Apprentissage Système de Gestion de l'Apprentissage	
Solicitation No. - N° de l'invitation T8086-192304/A	Amendment No. - N° modif. 005
Client Reference No. - N° de référence du client T8086-192304	Date 2021-04-01
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-107-38969	
File No. - N° de dossier 107xl.T8086-192304	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2021-04-14 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Conn-Harbinson, Margo	Buyer Id - Id de l'acheteur 107xl
Telephone No. - N° de téléphone (613) 858-8108 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Contract No. - N° du contrat	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
	05	107xl
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
T8086-192304	107xl T8086-192304	

QUESTIONS DES SOUMISSIONNAIRES
Le 1 avril 2021

BUT:

La modification vise à:

- A) Préciser les changements apportés dans le document de l'invitation à soumissionner.**
- B) Répondre aux questions concernant l'invitation à soumissionner.**

A) LES CHANGEMENTS APPORTÉS DANS LE DOCUMENT DE L'INVITATION À SOUMISSIONNER:

- 1) Les conditions générales 2030 (2020-05-28) – besoins plus complexes de biens, proposées à l'origine dans la demande de propositions, seront supprimées et les conditions générales 2035 (2020-05-28), besoins plus complexes de services, seront remplacées car le besoin porte sur une solution SaaS :

À la partie 7 – Clauses du contrat subséquent :

- a) À la clause 12.0 Clauses et conditions uniformisées, 12.2, supprimer 2030 et remplacer par 2035.
- b) À la clause 21.0 Instructions de facturation, 21.2, supprimer 2030 et le remplacer par 2035.
- c) À la clause 25.0 Ordre de priorité des documents, 25.1 b), supprimer 2030 et remplacer par 3035.

B) QUESTIONS:

Les questions suivantes ont été posées par des soumissionnaires. Pour faire en sorte que les renseignements transmis aux soumissionnaires soient uniformes et exacts, les questions importantes reçues ainsi que les réponses seront transmises simultanément à tous ceux à qui la demande de soumissions a été envoyée.

AUCUNE AUTRE QUESTION NE SERA ACCEPTÉE, LES RÉPONSES EN TEMPS VOULU NE POUVANT ÊTRE GARANTIES AVANT LA DATE LIMITE DE PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS.

Question 38 :

Nous aimerions demander l'occasion de déterminer les niveaux de service en collaboration avec Transports Canada. Bien que nous comprenions que vous ayez besoin d'évaluer les fournisseurs par rapport à des niveaux de service garantis, nous avons également constaté que la détermination mutuelle des niveaux de service est un aspect important de l'établissement d'un partenariat fructueux qui mettra le fournisseur retenu sur la voie de la réussite, tout en établissant un cadre permettant de maintenir des normes de service élevées pour Transports Canada. En particulier :

- a. L'article 20.9 de la DP décrit les niveaux de disponibilité du service et les crédits. Puisqu'il s'agit d'une DP pour une solution commerciale, est-ce que Transports Canada acceptera et notera un autre tableau du fournisseur qui répond à certaines ou à toutes les exigences énumérées à l'article 20.9? Si le fournisseur ne respecte pas exactement le tableau comme indiqué dans les exigences de l'article 20.9, sera-t-il disqualifié du processus d'appel d'offres?
- b. Le même principe s'applique aux objectifs de niveau de service standard applicables aux définitions de gravité et aux temps de résolution figurant à l'article 11.6, Services de correction

Contract No. - N° du contrat	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
	05	107xl
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
T8086-192304	107xl T8086-192304	

d'erreurs. Puisqu'il s'agit d'une DP pour une solution commerciale, est-ce que Transports Canada acceptera et notera un autre tableau du fournisseur sur les définitions de gravité et les temps de résolution qui répond à certaines ou à toutes les exigences énumérées? Si le fournisseur ne respecte pas exactement les définitions ou tableaux relatifs aux délais de réponse du service de soutien ou à la résolution des erreurs tel qu'ils sont indiqués dans les exigences de l'article 11.6, sera-t-il disqualifié du processus d'appel d'offres?

Réponse 38:

Vendors can provide a copy of their existing Supply or Service Level Agreements as part of their Substantiation of a Rated Requirement. Bidders are advised that the chart in section 20.9 is a requirement of the resulting contract and is not a mandatory requirement for the purposes of bid evaluation.

Question 39:

L'autorité contractante peut-elle remplacer, à l'article 10.0, « Si l'entrepreneur a diminué ou supprimé des fonctions dans les services [...] » (page 36) par « Si l'entrepreneur a diminué de façon importante ou éliminé des fonctions dans les services »?

Réponse 39:

Non

Question 40:

Les éditeurs de logiciels commerciaux qui fournissent des services d'abonnement au logiciel-service (SaaS) offrent généralement un crédit de service et des droits limités de résiliation, mais pas de recours supplémentaires. L'autorité contractante peut-elle supprimer le paragraphe 20.9 (ix) Droits et recours du Canada non limités : Les parties conviennent que rien dans le présent article ne limite les droits ou les recours dont le Canada peut se prévaloir conformément au présent contrat (y compris le droit de résilier le contrat pour manquement) ou en vertu de la loi en général. (p. 54)

Réponse 40:

No, Canada will not limit its entitlement to other rights or remedies under the contract.

Question 41:

Il est difficile pour les soumissionnaires de proposer un prix lorsque la durée de l'engagement est incertaine. L'autorité contractante peut-elle supprimer l'article 37.0 Résiliation pour des motifs de commodité (p. 66)?

Réponse 41:

No. Canada reserves the right to terminate for convenience. Bidders are to provide firm pricing for initial years 1 to 3 and option years 1 and 2 as requested in Annex B – List of Deliverables and Services.

Question 42:

L'autorité contractante peut-elle confirmer que les fournisseurs étrangers ne sont pas assujettis au Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, comme indiqué à l'article 23.1 (p. 55), que l'Accord pour la mise

Contract No. - N° du contrat	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
	05	107xl
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
T8086-192304	107xl T8086-192304	

en œuvre de l'équité en matière d'emploi ne s'applique pas, que les fournisseurs n'ont pas besoin d'attestation et qu'ils ne sont donc pas tenus de remplir cette partie du Formulaire de présentation de la soumission à la page 140?

Réponse 42:

Bidders are asked to review the bases for exemptions to the Federal Contractors Program for Employment Equity on page 127 of the RFP to determine whether they are exempt.

Question 43:

Le soumissionnaire se réserve-t-il le droit de changer le nom de son entité juridique à tout moment pendant la durée du contrat et quel en serait l'impact, le cas échéant?

Réponse 43:

Pursuant to SACC clause 2030 29, the Contractor must obtain Canada's written consent in order to assign the contract to another vendor. If a contractor is simply changing its corporate name, and no other legal changes have occurred, it may do so without Canada's written consent.

Question 44:

L'autorité contractante peut-elle remplacer le paragraphe 11.6 Services de correction d'erreurs « b) Sauf disposition contraire dans le contrat, l'entrepreneur doit répondre au signalement d'une erreur en fonction de la gravité de l'erreur, comme indiqué au paragraphe 3 » à la page 33 par « b) Sauf disposition contraire dans le contrat, l'accord sur les niveaux de service Protégé B du soumissionnaire avec le Canada ou tout accord sur les niveaux de service dans le cadre du programme d'évaluation du CCSC, l'entrepreneur doit répondre au signalement d'une erreur en fonction de la gravité de l'erreur, comme indiqué au paragraphe 3 »?

Réponse 44:

Bidders may provide examples of requested changes for information purposes only, but they must accept terms as stated. Bidders are reminded that, pursuant to the Note to Bidder in Part 7, "If additional legal issues are raised by a bid, Canada may address those issues in any resulting contract." Bidders must not state that their bid is conditional upon those changes.

Question 45:

Concernant l'article 12.0 Clauses et conditions uniformisées à la page 34, les éditeurs de logiciels ont besoin d'exceptions à certaines clauses uniformisées et requièrent la possibilité d'ajouter des clauses spécifiques au produit ou au fournisseur. Le fournisseur peut-il proposer des modifications précises à certains articles des conditions générales 2030 pour refléter les exigences des informations en nuage?

Réponse 45:

Bidders may provide examples of requested changes for information purposes only, but they must accept terms as stated. Bidders are reminded that, pursuant to the Note to Bidder in Part 7, "If additional legal issues are raised by a bid, Canada may address those issues in any resulting contract." Bidders must not state that their bid is conditional upon those changes.

Contract No. - N° du contrat	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
	05	107xl
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
T8086-192304	107xl T8086-192304	

Question 46:

L'autorité contractante peut-elle insérer le texte suivant immédiatement après « 20.9 Niveaux de disponibilité du service et crédits »? « Sauf disposition contraire dans le contrat, l'accord sur les niveaux de service Protégé B du soumissionnaire avec le Canada ou tout accord sur les niveaux de service dans le cadre du programme d'évaluation du CCSC, »? Plus précisément, cela s'appliquerait-il aux sous-sections (i) à (x) des pages 46 et 47?

Réponse 46:

Bidders may provide examples of requested changes for information purposes only, but they must accept terms as stated. Bidders are reminded that, pursuant to the Note to Bidder in Part 7, "If additional legal issues are raised by a bid, Canada may address those issues in any resulting contract." Bidders must not state that their bid is conditional upon those changes.

Question 47:

L'article 2.5 de la partie 3 de la demande de propositions indique que les adresses URL ne seront pas prises en compte si elles nécessitent le téléchargement d'information. Pouvez-vous confirmer qu'il est acceptable pour les fournisseurs d'inclure des liens URL pour la présentation vidéo narrée (3.29.1) et toute exigence pour laquelle nous avons choisi d'inclure une vidéo dans le cadre de la justification requise?

Réponse 47:

Les liens URL ne seront pas acceptés en remplacement de la présentation vidéo. Pour demeurer équitables et transparentes, les soumissions vidéo doivent être présentées avec la réponse à la demande de soumission.

Question 48:

En lien avec la question précédente, nous avons la propriété exclusive de nos vidéos. Pouvez-vous confirmer que nos vidéos resteront confidentielles et qu'elles ne seront pas diffusées au public ou en vertu de la Loi sur l'accès à l'information?

Réponse 48:

Confirmé. Consulter la confidentialité des soumissions à l'adresse <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-approvisionnements/section/5/10>.

- a. Lorsque l'on confie les soumissions au client (ou aux évaluateurs techniques) au cours du processus d'évaluation, il faut ajouter la mise en garde suivante :
« Les renseignements relatifs à la soumission ne doivent être divulgués qu'aux personnes qui sont autorisées à participer à ce processus de passation des marchés. L'information ne doit pas être divulguée au secteur privé, ni discutée avec un représentant du secteur privé. »

Question 49:

L'article 12.2 de la partie 7, à la page 34, indique que le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2030 (2020-05-28) s'applique au contrat et en fait partie intégrante. Comme le contrat portera sur des services plutôt que sur des biens, peut-on supposer qu'il s'agit d'une erreur, de sorte que toute mention du CCUA 2030 devrait être remplacée par le CCUA 2035 (2020-05-28)?

Réponse 49:

See Section A - CHANGES TO BID SOLICITATION above.

Contract No. - N° du contrat	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
	05	107xl
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
T8086-192304	107xl T8086-192304	

Question 50:

En ce qui concerne l'article 6.2 de la partie 5, à la page 20, pouvez-vous confirmer notre compréhension que nous n'avons pas besoin d'obtenir la preuve des autorisations de l'éditeur du logiciel pour tout code source ouvert que nous pourrions inclure dans notre solution?

Réponse 50:

Le soumissionnaire doit indiquer quelles parties de sa solution sont à code source ouvert, mais il n'est pas tenu de fournir la preuve des autorisations de l'éditeur du logiciel pour ces parties.

Question 51:

Dans l'article 11.1 de la partie 7, à la page 32, pouvez-vous ajouter « à tous les égards importants »? Nous souhaitons nous assurer qu'un bogue mineur ne sera pas considéré comme un manquement aux obligations de garantie.

Réponse 51:

Le libellé de la garantie ne sera pas supprimé ni reformulé.

Question 52:

L'article 14.7 de la partie 7, aux pages 37 et 38, stipule que nous devons donner un préavis de 24 heures en cas de perte, de violation ou d'une compromission des données, réelle ou présumée; cependant, notre processus normal est de fournir un préavis dans les 72 heures dans tous les cas et un préavis sans tarder en cas de violation réelle. Cette disposition peut-elle être modifiée en conséquence?

Réponse 52:

Cette disposition ne sera pas modifiée.

Question 53:

L'article 14.9 de la partie 7, à la page 38, indique : « L'entrepreneur doit s'assurer que tous les supports utilisés pour contenir les données du Canada doivent être physiquement détruits et ne pas être réutilisés à d'autres fins, autres que la conservation des données de la solution de gestion de l'apprentissage ». Question pour Transports Canada : Transports Canada acceptera-t-il le déchetage numérique, conformément à la norme NIST 800-88 rev.1, comme solution de rechange acceptable à la destruction physique des supports sur demande ou à la fin du contrat?

Réponse 53:

Non, cette solution de rechange ne sera pas considérée comme étant acceptable.

Question 54:

Puisque les clients peuvent récupérer leurs données à partir de la plateforme à tout moment, serait-il possible de modifier l'article 14.10 de la partie 7, à la page 38, pour indiquer « L'entrepreneur doit soit (i) mettre à disposition du client à des fins de récupération, soit (ii) transférer, en utilisant un mécanisme sécurisé... »?

Contract No. - N° du contrat	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
	05	107xl
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
T8086-192304	107xl T8086-192304	

Réponse 54 :

Transports Canada ne modifiera pas l'article 14.10 de la partie 7.

Question 55:

L'article 3.32.1 de la partie 7 de l'annexe A, à la page 79, indique : « La solution doit être conforme à la certification ISO 22301 pour la gestion de la continuité d'activité. » Question pour Transports Canada : Nous détenons directement notre propre certification ISO 27001. La famille de contrôle en annexe 17.1 exige des plans de continuité des activités documentés et testés. Transports Canada accepterait-il la norme 27001 comme une solution de rechange acceptable à la conformité à la norme 22301?

Réponse 55:

Non, les deux certifications ne sont pas équivalentes.

Question 56:

L'article 3.45.2 de la partie 7 de l'annexe A, à la page 81, indique : « La solution doit permettre au ministère de restreindre l'accès aux données non cryptées et aux clés de cryptage aux seuls utilisateurs autorisés de Transports Canada. » Question pour Transports Canada : Accepteriez-vous de mélanger les données de Transports Canada avec celles d'autres ministères du gouvernement du Canada qui sont également au niveau Protégé B en utilisant la même clé cryptographique?

Réponse 56:

Non. TC n'acceptera pas de mélanger les données de Transports Canada avec celles d'autres ministères du gouvernement du Canada également au niveau Protégé B utilisant la même clé cryptographique.

Question 57:

En ce qui concerne la CUA 2035, en supposant que 2035 et non 2030 s'applique, puisqu'il s'agit de services et non de biens :

La clause 2035 05 stipule que les travaux doivent être exécutés conformément aux normes acceptables pour le Canada et en pleine conformité avec les spécifications et les exigences, et qu'ils doivent être exempts de défauts. De même, la clause 2035 11 stipule que le Canada a le droit de rejeter tout travail non conforme aux exigences. Ce qui nous préoccupe, c'est que de petits bogues logiciels nous placeraient en situation de violation de ces dispositions. Le Contrat peut-il stipuler que nonobstant les clauses 2035 05 et 2035 11, les parties conviennent que les Services et les Travaux seront conformes à tous égards significatifs aux Spécifications?

Réponse 57:

No, Canada is not willing to change this clause.

Question 58:

Étant donné que la mise en œuvre est un processus de collaboration et que nous comptons sur nos clients pour obtenir des réponses et de l'aide en temps opportun, est-ce que la clause 2035 09 Rigueur des délais peut être supprimée?

Contract No. - N° du contrat	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
	05	107xl
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
T8086-192304	107xl T8086-192304	

Réponse 58:

No. Bidders are referred to Part 7, Annex C, Delivery/Milestone Schedule. Bidders are to submit a complete delivery/milestone schedule with their bid, and the delivery/milestone schedule will be edited/changed/augmented based upon the Bidder's proposed delivery schedule.

Question 59:

Nous notons que la clause 2035 29 prévoit expressément une période de 30 jours pour corriger tout manquement ou toute lacune. Peut-on préciser dans le contrat que l'entrepreneur dispose d'un délai de 30 jours pour remédier à tout manquement important à ses obligations en vertu du contrat?

Réponse 59:

No. PSPC notes that SACC clause 2035 29 provides the discretion for PSPC to provide a cure period, but does not specify how long the cure period will be. PSPC is not willing to specify in advance that it must provide the Contractor with a cure period, or specify in advance how long any cure period might be.

Question 60:

Concernant la clause CCUA 4008 : Étant donné que nous faisons l'objet d'une vérification annuelle de la conformité à la norme ISO 27001 et à la norme SOC 2, peut-on ajouter au contrat un énoncé indiquant que les exigences de vérification du contrat, y compris la clause 4008 10, doivent être satisfaites par les dispositions de notre certificat ISO 27001 et/ou de notre rapport SOC 2?

Réponse 60:

Non, le contrat ne sera pas modifié.

Question 61:

La partie 7, annexe A, Exigence cotée 3.30.2, pose des questions sur la disponibilité du navigateur. Notre réponse peut-elle avoir préséance sur les parties (ii) et (iii) de la section 11.2? De plus, pouvez-vous confirmer que le gouvernement du Canada n'exige plus de version d'Internet Explorer dans le cadre des nouveaux approvisionnements?

Réponse 61:

Non, votre réponse ne peut pas avoir préséance. Il s'agit d'une exigence cotée qui ne sera pas modifiée. TC ne peut pas confirmer si Internet Explorer fera partie ou non des nouveaux approvisionnements.

Question 62:

Nous avons des produits et des services optionnels connexes qui pourraient être utiles à Transports Canada pour mieux répondre à vos besoins. Est-il acceptable pour les fournisseurs de fournir des coûts supplémentaires, optionnels, ponctuels, par utilisateur ou annuels? Dans l'affirmative, pouvez-vous confirmer où ces renseignements devraient être fournis? Nous ne savons pas si c'est l'objet du tableau D de l'annexe B, car aucune colonne de coût n'est incluse.

Contract No. - N° du contrat	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
	05	107xl
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
T8086-192304	107xl T8086-192304	

Réponse 62:

Annex B, Table D, was provided for information purposes only and would not be part of the Financial Evaluation, hence no columns for pricing. This does not preclude the Bidder from providing an additional Annex in their Financial Proposal that details pricing. It would just not be evaluated. We also have the option for additional software products and functionality, Software Maintenance and Support Services thereon, and related Hosted Services, but only if they are listed in Part 7, Annex B, Table B - List of Optional Deliverables and Services. This would not apply to anything listed in Table D. As the solution advances and improves over time, any new features or functionality might be added via the Task Authorization process. However, there is no guarantee of obtaining those new features as they do not form part of the scope of the requirement at this time.

Question 63:

En ce qui concerne « La licence doit être transférable à d'autres ministères du gouvernement » (partie 7, section 6.0, page 30), veuillez confirmer que tout changement causé par ce transfert est aux frais du Canada et non de l'entrepreneur.

Réponse 63:

Les licences fournies à TC y resteront et ne seront pas transférées à d'autres ministères.

Question 64:

En ce qui concerne la section 10 de la partie 7, Changements de fonctionnalité (pages 31 à 32), peut-on ajouter le mot « matériel » de façon à ce que Transports Canada conserve le droit de résilier le contrat pour une « réduction de matériel ou élimination de fonctionnalité » afin de tenir compte du fait que les logiciels sont continuellement mis à jour et améliorés?

Réponse 64:

No. Canada reserves the right both to terminate for a reduction or elimination of functionality, and to determine what level of reduction would require termination.

Question 65:

En ce qui concerne la section 10.2 de la partie 7, Modifications apportées aux fonctionnalités, pouvez-vous confirmer que cette clause ne s'applique qu'aux nouvelles fonctionnalités élaborées dans le cadre des services achetés à l'origine? (C.-à-d. qu'elle ne s'applique pas à la nouvelle fonctionnalité que nous développons et pour laquelle nous établissons séparément un prix, et qui n'était pas disponible dans le cadre de la solution au moment de la présentation de la DP.)

Réponse 65:

Nous confirmons que cette clause ne s'applique qu'à « la solution de gestion de l'apprentissage telle que décrite dans le contrat et la soumission de l'entrepreneur », c'est-à-dire telle qu'achetée à l'origine. Les nouvelles fonctionnalités développées et pour lesquelles un prix est établi séparément feront l'objet d'un contrat distinct.

Contract No. - N° du contrat	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
	05	107xl
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
T8086-192304	107xl T8086-192304	

Question 66:

Comme notre tarification est fondée sur la durée de l'entente, la clause de Résiliation pour raisons de commodité (partie 7, section 37, page 57) peut-elle être supprimée, de sorte que Transports Canada soit lié pour la durée initiale de l'entente?

Réponse 66:

No, Canada reserves the right to terminate for convenience.

Question 67:

Nous apprécions la prolongation déjà accordée par Transports Canada; cependant, compte tenu de l'échéance qui approche à grands pas, des questions supplémentaires qui ont été posées et des questions qui n'ont pas encore reçu de réponse, envisageriez-vous d'accorder une prolongation supplémentaire de 10 jours ouvrables? Cela nous donnerait le temps nécessaire pour tenir compte de vos réponses et de vos commentaires dans votre proposition.

Réponse 67:

The Bid Closing Date was extended until 14 April 2021. No further extensions will be granted.

Question 68:

En ce qui concerne les sections 32.3 (ii) et (iv) de la partie 7, puisque Transports Canada demande une solution standard, pouvez-vous confirmer qu'il n'est pas nécessaire que les fournisseurs fournissent une architecture logicielle ou les services d'un développeur de logiciels? Nous fournirons les services d'un expert-conseil en mise en œuvre qui configurera votre plateforme standard.

Réponse 68:

TC – Non, nous ne le confirmons pas. Nous avons demandé ces types de ressources dans l'éventualité où des travaux supplémentaires seraient nécessaires après la mise en œuvre. Les diagrammes architecturaux devront être consultés par l'architecte lors de l'évaluation du CCSC.

Question 69:

En ce qui concerne la section 10.3 de la partie 7, pourrait-on ajouter à cette clause « si une telle amélioration n'est pas facturée à d'autres clients de la solution »?

Réponse 69:

No. Should any additional functionality be included that is not included in the initial subscription, it could be obtained as an option.

Question 70:

En ce qui concerne la section 14.6 de la partie 7, Transports Canada envisagera-t-il de prolonger la période (p. ex., au moins 90 jours) accordée pour fournir une version électronique?

Contract No. - N° du contrat	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
	05	107xl
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
T8086-192304	107xl T8086-192304	

Réponse 70:

TC will not extend the period above 30 days.

Question 71:

En ce qui concerne la partie 7, annexe A, 3.19.1, veuillez confirmer que tous les ministères énumérés dans cette section n'ont pas besoin d'une solution supérieure au niveau Protégé B?

Réponse 71:

TC – Confirmé. Pour l'instant, nous n'exigeons pas de niveau de sécurité supérieur au niveau Protégé B.

Question 72:

Pour faire suite à la question et à la réponse 15 (1^{er} mars 2021) – Pourriez-vous confirmer si la réponse à la question 15 « les données ne peuvent pas être fournies à une équipe de mise en œuvre à l'extérieur du Canada » faisait référence au fait de ne pas fournir une copie des données à l'extérieur du Canada (y compris à l'extérieur du Centre de données canadien)? Le personnel des équipes de mise en œuvre résidant à l'extérieur du Canada (situé au bureau local du soumissionnaire à l'extérieur du Canada ou chez un soumissionnaire ou un sous-traitant étranger) peut-il avoir accès aux données tant qu'elles restent sur le sol canadien (dans le Centre de données canadien) et que le personnel étranger ou l'entité étrangère obtient les attestations de sécurité du personnel appropriées pour son pays de résidence?

Réponse 52 :

L'accès à distance aux données pour l'équipe de mise en œuvre depuis l'extérieur du Canada, autrement que par le réseau de Transports Canada, une fois les attestations de sécurité confirmées et l'approbation de l'agent de sécurité du Ministère obtenue, ne serait pas autorisé. Tout le personnel de mise en œuvre doit avoir une attestation de sécurité du gouvernement du Canada. Les données ne doivent pas sortir du sol canadien.

Question 73:

Is it required that the LMS is built by the company submitting the RFP or can it be developed by a third party and supported by the submitting company? Can any COTS solution not developed by a bidder be suggested as long as the bidder can support it and provide training for it?

Response 73:

It is not required that the LMS solution submitted is developed by the company submitting however, all Mandatory requirements must be met and substantiated. It is expected that the company that developed the solution will have to participate and provide considerable information in a timely manner in order to "successfully" complete the required Canadian Centre for Cyber Security (CCCS) assessment.

See: TECHNICAL REQUIREMENTS section 3.23.2 and 3.23.16.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS DEMEURENT INCHANGÉES.